



## De quoi s'agit-il ?

*Des négociations opaques en cours entre les Etats-unis et l'Europe, qui mettent **en danger** au quotidien nos communes, nos services publics, notre démocratie, la justice sociale, nos vies... au profit des multinationales et de leurs actionnaires.*

### **Soirée -Débat**

**Mardi 7 Avril 2015 20h30**

**Les MUREAUX Salle SRV, av Paul Raoult**

**avec Frédéric Viale**, économiste,  
membre du conseil d'administration d'Attac France.

A l'initiative du **Collectif STOP TAFTA Val de Seine** avec des citoyens, Attac78Nord, Solidaires 78, Nouvelle Donne Yvelines N/O, Ensemble les Mureaux, PCF Mureaux, PG Mantois 8/9, NPA VDS, Europe Ecologie Mantois



- **PLUSIEURS DÉNOMINATIONS POUR UN MÊME OBJET**

TAFTA= Trans Atlantic Free Trade Agreement  
=GMT = Grand Marché Transatlantique  
=PTCI = Partenariat Transatlantique sur le Commerce et l'Investissement  
=TTIP = Transatlantic Trade and Investment Partnership

- **PLUSIEURS OBJECTIFS, PLUSIEURS RISQUES**

- **Créer une société du tout marché** : minimiser les normes sociales, sanitaires et environnementales et menacer l'existence des services publics

*Convergences des normes sociales au moins disant :*

La suppression des préavis de licenciements, la casse du code du travail encouragerait plus encore les délocalisations « compétitives » au détriment d'une relocalisation de la production et des échanges, donc une **précarisation voire une destruction des emplois** .

Ce traité prévoit la libre circulation des marchandises, mais pas des hommes.

*Mise en cause des normes sanitaires et environnementales :*

De la viande provenant d'animaux traités aux hormones ou des produits OGM pourrait être distribués dans l'Union Européenne, l'exploitation des gaz de schiste étendue partout ...

*Privatisation accrue des services publics :*

Les collectivités en difficulté sont déjà conduites pour des économies immédiates, à déléguer des services locaux à de grands prestataires privés, leur offrant une rente à long terme (eau, restauration, transport, ordures)....

Si une cantine décide de faire des repas bio, elle ne pourrait, peut-être, plus le faire.

-**Mettre en place une justice privée au service des multinationales :**

*Limiter la souveraineté des États, des collectivités...*

Il est prévu que des tribunaux arbitraux privés prononcent des condamnations pour entrave à la « libre concurrence » sans se référer aux lois des États .

Ainsi, déjà dans le cadre d'accords bilatéraux, le Québec est condamné pour le moratoire sur le gaz de schiste ; la Slovaquie pour la renationalisation de la sécurité sociale...

Les États pourraient être condamnés à verser des amendes, payées par nos impôts.

Par exemple, toujours dans le cadre d'accords bilatéraux, la société suédoise Vattenfal réclame 4,7 milliards au gouvernement allemand qui a décidé de fermer 2 centrales nucléaires après la catastrophe de Fukushima ...

**Nous avons déjà réussi à dévoiler le secret entretenu. Mobilisons-nous, nombreux, contre ce projet destructeur des démocraties, de la justice sociale, de nos vies.**

**Rejoignons les collectifs locaux, membres du collectif national, unitaire « Stop Tafta ».**

Contact :

Visitez le site national : <https://www.collectifstoptafta.org>